



CTB

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU HAUT-KATANGA, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT, ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,



RAPPORT DES RESULTATS 2016

EDUKAT RDC1216911



ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	8
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	9
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	10
1.3.1 <i>Pertinence</i>	10
1.3.2 <i>Efficacité</i>	10
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	11
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	11
1.4 CONCLUSIONS.....	12
2 MONITORING DES RESULTATS	14
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	14
2.1.1 <i>Contexte général</i>	14
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	14
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	15
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	15
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	16
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	18
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	20
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	20
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	22
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	24
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	24
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	Erreur ! Signet non défini.
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	Erreur ! Signet non défini.
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	28
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
2.6 THEMES TRANSVERSAUX.....	30
2.6.1 <i>Genre</i>	30
2.6.2 <i>Environnement</i>	30
2.7 GESTION DES RISQUES.....	31
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	33
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	33
3.2 RECOMMANDATIONS.....	34
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	34

4	ANNEXES.....	35
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	35
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	39
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	43
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	43
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (2016) ».....	43
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	48

Acronymes

CTB	Agence belge de développement
EDUKAT	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
M&E	Monitoring et évaluation
AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AE	Accord d'exécution
AF	Accord de Financement
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille (public)
APS	Avant Projet Sommaire
APD	Avant Projet Détaillé
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
BIT	Bureau International du Travail
CdR	Centre de Ressources Haut Katanga
CdS	Convention de Subsidés
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CPS	Centre de Promotion Sociale
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
DTF	Dossier technique et financier
CdA	Centre d'Application
CdR	Centre de Ressources
CA	Centre Affilié
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
ETP	Enseignement technique et professionnel
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
INPP	Institut national de perfectionnement professionnel
ISP	Insertion Socio Professionnelle
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
METPS	Ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale
MJS	Ministère de la jeunesse et des sports
(M)PME	(Micro) Petites et moyennes entreprises
MTR	Mi-terme-revue
PAEJK	Programme intégré d'activités pour l'emploi des jeunes dans la province du Katanga
PAC	Plan d'Acquisition des Compétences
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PEQPESU	Projet d'Education pour la Qualité et la Pertinence des Enseignements aux niveaux Secondaire et Universitaire
PIC	Programme indicatif de coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PPP	Partenariat Public Privé
PRECOB	Programme de renforcement des capacités organisationnelles par l'octroi de bourses en RDC
PROVED	Directeur de la province éducationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service national de formation
SERNIE	Direction du Service National d'Identification des Elèves

SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Education
SMCL	Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
TFM	Tenke Fungurume Mining
UCAG	Unité conjointe d'appui à la gestion
UFE	Unité Formation-Emploi
UCOP	Unité de Cordination du Projet

1 Aperçu de l'intervention

Le processus d'identification et de formulation du présent Projet a été l'occasion de nombreux échanges entre la Coopération Belge (Ambassade et CTB) et les Représentants de l'Etat Congolais (Ministères de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle MINEPSP et Ministère des Affaires Etrangères). Les leçons apprises à la suite des interventions antérieures exécutées sur les dix précédentes années à travers les différents Projets d'appui de la Coopération Belge à l'ETFP (AETP-1, AETP-2 et AETFP) ont conduit, du côté des Autorités Congolaises de l'Enseignement, à un nouveau concept avec son organisation ad hoc, le « *Centre de Ressources* » et du côté de la Coopération Belge le Programme « *Education au Katanga* » (EDUKAT).

Le Programme EDUKAT est en effet indissociable du CdR Haut-Katanga qui se distingue des efforts passés pour moderniser l'ETFP par les caractéristiques décrites dans les lignes qui suivent.

Le CdR Haut Katanga n'est pas une école mais une structure autonome (avec un statut dédié) d'appui aux Centres d'Application et à des écoles secondaires générales transformées (ESGT) et des centres/écoles affiliées (CA).

Il dispose d'ateliers équipés où sont dispensés des modules additionnels de formation techno-pratique spécialisée. La formation impartie dans le cadre du CdR est destinée aux lauréats des écoles techniques (formation additionnelle), aux enseignants (dans le cadre des renforcements des capacités), et aux élèves des écoles transformée/affiliées (stages scolaires d'observation).

Le CdR est donc à la tête d'un dispositif, appelé par la suite « **dispositif Centre de Ressources (CdR)** » qui fournit les services suivants :

- Le développement des services et outils pédagogiques organisés autour des besoins actuels et futurs des entreprises ;
- La formation continue des enseignants et cadres du CdR afin d'assurer leurs capacités à transmettre des connaissances aux établissements associés (CdA) et affiliés (Ecoles transformées) ;
- L'implication réelle dans le processus pédagogique (programmes et enseignants) des entreprises bénéficiaires finales de la main d'œuvre qui sera formée et l'appui effectif qu'elles peuvent attendre du dispositif CdR ;
- La visibilité (et les efforts de communication y afférents) de ce dispositif innovateur auprès de la Société Civile en particulier mais aussi des entreprises bénéficiaires en général.

Ainsi, le Projet EDUKAT axe ses principaux efforts autour de:

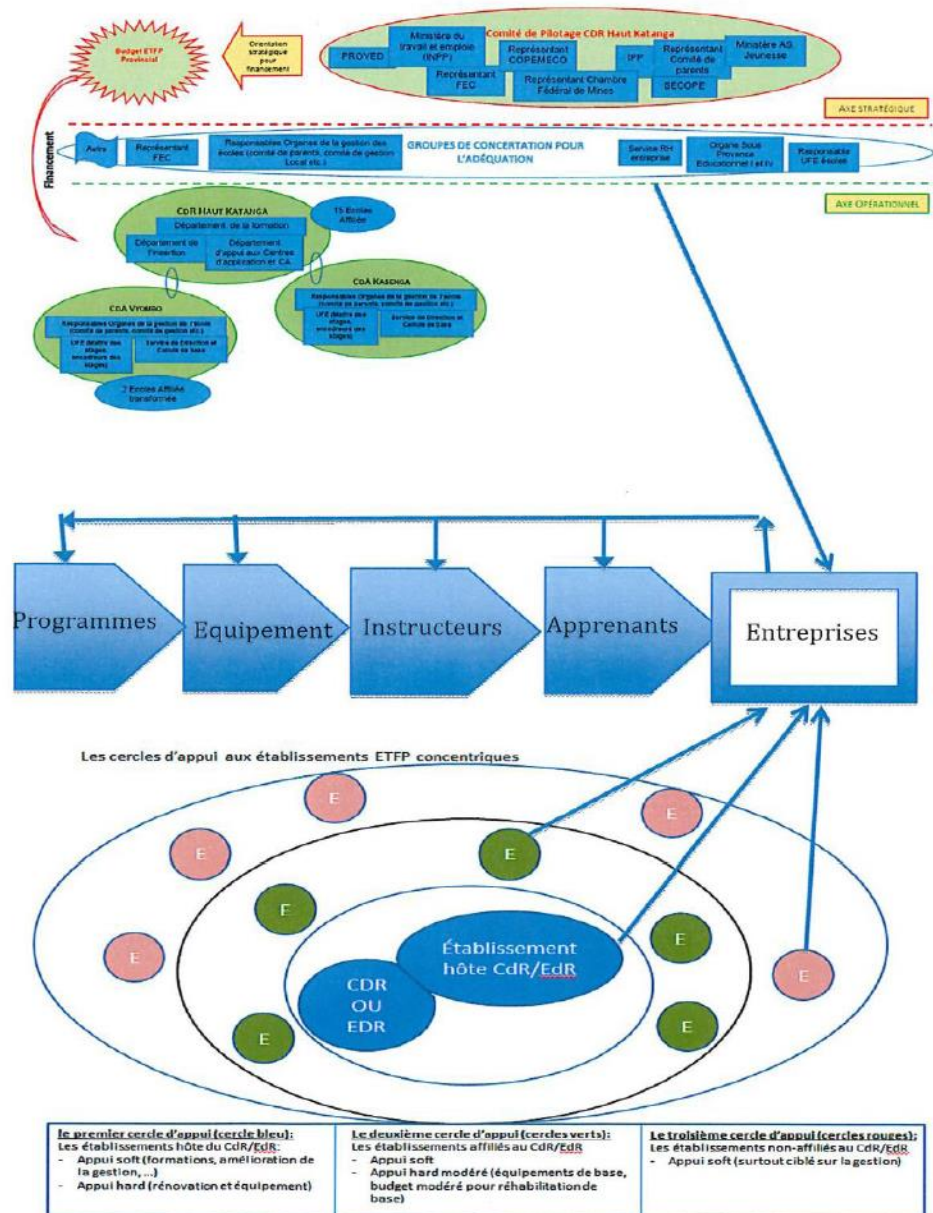
- La collaboration avec les entreprises pour assurer l'adéquation formation/emploi partant de la mise en œuvre de convention de partenariat Public-Privé ;
- La gouvernance multi-acteurs ancrée au sein du Ministère Provincial en charge de l'éducation et des groupes de concertation pour l'adéquation de la formation ;
- La gestion financière durable des écoles et centres de l'ETFP (gestion intégré) et
- La valorisation de l'aspect genre.

Les activités menées par EDUKAT se déroulent à travers les structures et institutions ci-après :

- Le Centre de Ressources (dans la Province du Haut-Katanga) ;
- Les Centres d'Application (des deux Provinces 2 Haut Katanga et 1 Lualaba) ;
- Les écoles techniques transformées (des deux Provinces 4 Haut Katanga et 2 Lualaba) ;

- Les Centres affiliés (6 dans le Haut Katanga),
- La Division et l'Inspection de l'Enseignement des deux Provinces Educationnelles, qui, dans le rôle dévolu à chacun (Service technique en charge de l'Education), conduiront les deux institutions Provinciales à atteindre plus d'efficacité dans l'enseignement de l'ETFP ;

La démarche adoptée par le Comité de Pilotage (SMCL) en synergie avec les Entreprises privées est de s'assurer que le contenu des matières et les méthodes d'enseignement sont alignés au mieux sur les exigences évolutives du monde économique actuel, notamment par la systématisation d'un stage professionnel performant. (*voir ci-dessous schéma des interactions*).



1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
Code de l'intervention	RDC1216911
Localisation	KATANGA
Budget total	10.000.000 EUR
Institution partenaire	« Ministère Provincial en charge de l'Enseignement et de la recherche Scientifique du Haut Katanga » et « Ministère de l'Education et de la Santé du Lualaba »
Date de début de la Convention spécifique	17 mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 janvier 2014

Date prévue de fin d'exécution	30 juin 2018
Date de fin de la Convention spécifique	16 mars 2019
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel et les stagiaires d'un Centre de Ressources dans le Haut Katanga - Le personnel et les élèves de 3 Centres d'application (Vyombo, Itima, Ecole du Cinquantenaire de Kasenga) - Le personnel et les élèves de 6 écoles transformées (inscrit dans le décret de transformation) - Le personnel et les élèves de 10 écoles affiliées (en train d'être sélectionnée) - Le personnel des services compétents des 2 Divisions provinciales de l'Education y compris l'IPP et le SECOPE (Haut-Katanga et Lualaba) - Le personnel du département d'étude et documentation de la FEC (Fédération des entreprises du Congo) et certains services de la COPEPECO
Impact¹	Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement
Outcome	Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées. Il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables et dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.
Outputs	<p>Les jeunes apprenants des filières porteuses ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique</p> <p>Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP</p> <p>Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle</p>
Année couverte par le rapport	2016

1.2 Exécution budgétaire

Budget		Dépenses			Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes 2015	Année précédentes 2015	Année couverte par le rapport 2016		
Total	10 000 000	775 136,98	1 116 835,97	2 083 889,70	6 024 137,11	40%
Output 1	5 395 200	91 610,68	304 526,49	1 313 016,09	3 686 046,75	32%
Output 2	953 800	15 453,03	117 669,87	205 728,44	614 966,65	36%
Output 3	897 000	8 233,97	51 082,12	81 880,49	755 803,43	16%

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La mise en œuvre d'EDUKAT reste alignée sur les prévisions du gouvernement de la République Démocratique du Congo en matière de l'Education et spécifiquement l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (Stratégie EPSP 2016 révisée). Le projet EDUKAT reste en cohérence avec les politiques nationales inscrites dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) et avec les sous-stratégies provinciales (niveau ETFP) inscrites dans l'ancien Plan d'Action Provincial de l'EPSP-Katanga (PAPE). La problématique de l'adéquation formation-emploi en vue d'une meilleure employabilité est le cœur de l'intervention.

Il est en effet important de souligner que, malgré un changement institutionnel assez fort au cours du cycle de vie du programme, la « complicité » conceptuelle et opérationnelle avec les Autorités (au niveau central mais surtout provincial de l'Education) a pu être maintenue. Par ailleurs, la recherche permanente du Projet EDUKAT d'une adéquation entre formation initiale (fournie aux seins des Centre d'Application) et les attentes des entreprises fait l'objet d'efforts prioritaires du Projet (mise en stage professionnel). Sur le court/moyen terme, le dispositif CdR (appuyé par EDUKAT) pourra assurer une meilleure adéquation formation/emploi.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Le Management du Projet a pu anticiper les effets pervers de l'éclatement territorial de la Province du Katanga en obtenant en fin 2015, du Ministre sortant, la validation des principales décisions stratégiques. En effet, pendant huit (8) mois, le Projet est resté sans interlocuteur institutionnel, le nouveau Gouvernement Provincial n'étant installé qu'en juillet 2016.

Ainsi, le bilan sur cette troisième année est « positif », étant donné que les réhabilitations et construction (option prise par les Co-Responsables du Programme de commencer l'intervention par la construction ou « hard » du dispositif CdR), et actuellement, ces réalisations sont à 92%. La conséquence logique et nécessaire de cette option est donc que le Projet EDUKAT devra se concentrer, au cours de la 4^{ème} année du Projet, sur la création des conditions favorables qui permettront de développer des relais opérationnels pérennes au « dispositif CdR », à savoir : la mise en place par les autorités de tutelle, en amont de l'insertion professionnelle des lauréats, des instruments réglementaires et légaux qui s'imposent ; et, en aval, l'apport par les structures du monde du travail de leurs contributions (financières et/ou « en nature ») à cet effort des pouvoirs publics.

Actuellement, l'évolution dans l'acquisition des équipements est à deux-tiers de ses phases de réalisation, ce qui est le gage d'une bonne progression.

Sur le volet gestion scolaire, l'ensemble des outils de gestion à mettre en place a été répertorié et le processus de réorganisation des Centre d'Application est en cours.

Du point de vue du renforcement des capacités des services compétents, le plan d'acquisition des compétences (PAC) y relatif envisagé en 2015 (pour lier les actions en cours à l'efficacité des services compétents de l'ETP des Divisions Provinciales du Haut-Katanga et du Lualaba), a été entamé et le mécanisme participatif d'accompagnement des bénéficiaires après formation a continué avec des autres PAC.

Quant à la partie insertion socio-professionnelle, le deuxième groupe des 45 bénéficiaires (lauréats 2014/2015) a été inscrit dans le processus d'accompagnement et mis en place.

Il est également utile de signaler que parmi le premier groupe de 45 lauréats sélectionnés, trois (3) d'entre eux ont pu trouver un emploi ; les dix-huit (18) autres sont en train de bénéficier d'une formation technique additionnelle. Quant au deuxième groupe de 45 bénéficiaires (sortants de l'année 2014/2015) ces derniers ont pu bénéficier de l'ensemble des formations (savoir-être) et plus de la moitié d'entre eux ont été mis en stage professionnel, encadrés par cinq maîtres de stage (et de ce groupe, il y a un lauréat qui a déjà trouvé de l'emploi).

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

Le bilan est « très positif », au vu des options prises de concentrer les ressources du Programme sur la réalisation des moyens « hard » (construction du nouveau CdR et équipements) et « soft » (Formation des cadres et création des conditions d'insertion professionnelle des lauréats) du dispositif.

Pour le volet Infrastructures, il s'est avéré que les contrats des travaux (pour les trois plus importants marchés de Construction/réhabilitations) ont été conclus à des prix alignés à la moyenne (au moment de l'écriture du présent rapport les travaux sont à 92%).

Il est à signaler aussi que pour une question d'efficacité, trois avenants ont été conclus afin d'apporter des réponses rapides aux imprévus survenus entre l'APD et le démarrage effectif des travaux.

Concernant le volet renforcement des capacités des services compétents, la synergie avec PRECOB a été exploitée en vue d'assurer plus d'interconnexion et appuyer les formations des services compétents au sein des Divisions Provinciales du Haut-Katanga et Lualaba (cela a permis de faire des économies sur le budget EDUKAT).

Concernant le volet insertion socio-professionnelle, il s'est avéré que le processus d'accompagnement nécessite du temps et des moyens à déployer au profit des bénéficiaires (pour la sélection, les formations de base, les frais liés au stage professionnel, l'assurance des lauréats, les formations additionnelles et l'accompagnement qui sont des éléments prépondérants du processus à financer).

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

On estime que de **bonnes conditions** sont déjà réunies pour assurer les bases d'une durabilité effective d'un « dispositif CdR » très innovant pour la réforme et le développement de l'ETFP (ligne budgétaire ETFP disponible dans la Province du Haut-Katanga et le budget de fonctionnement CdR Haut-Katanga est voté par l'Assemblée Provinciale pour l'année 2016 ainsi que pour l'année 2017). Cependant, ces bases devraient nécessairement être renforcées par des mesures auxquelles devraient réfléchir

(sous forme de scénarios), d'abord le Gouvernement du Haut-Katanga et les autorités au niveau central mais aussi, en même temps par la coopération belge (concertation avec les autres bailleurs impliqués dans l'ETFP).

La durabilité des acquis de l'intervention s'énonce encore timidement. Le développement d'un leadership véritable du Comité de Pilotage du CdR Haut-Katanga est à construire.


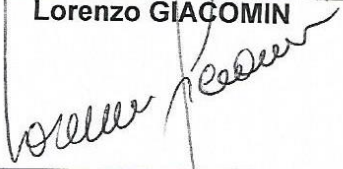
En effet, l'instabilité des rapports institutionnels et le contexte politique global délétère compromet à l'heure actuelle l'opérationnalisation du CdR. La lenteur dans l'adoption des textes légaux successifs (décret/ordonnance d'organisation du CdR en provenance du Ministère National) ne permet pas au dispositif CdR de jouir de sa pleine fonctionnalité (car, l'administration déconcentrée de l'EPSP a besoin de l'institutionnel Provincial pour voter les ressources financières nécessaires et mettre en œuvre les activités). Il peut être noté la "bonne foi" des nouvelles Autorités démontrée à travers leur implication exemplaire pour l'aboutissement de ces démarches.

La collaboration avec la FEC Haut-Katanga devient de plus en plus effective comme l'atteste notamment l'existence d'une base des données disponible et dynamique.

1.4 Conclusions

Dans un contexte peu favorable, l'année 2016 aura connu des avancées significatives vers l'atteinte des objectifs du Projet. A ce stade, l'UCOP estime, c'est aussi l'avis de la MTR que la dynamique est suffisamment bien engagée pour garantir des résultats performances positives. Les faits marquants de l'année 2016 pourraient être synthétisés à travers ce qui suit :

- Avec la finalisation des travaux de réhabilitations, d'assainissement et de réorganisation des espaces de formation pratique des deux écoles CdA Vyombo et Itima une meilleure qualité d'accès à l'enseignement technique est assurée à environ 3500 élèves ;
- La collaboration avec la FEC (via un CdS) afin d'impliquer davantage les entreprises privées dans l'expression de leurs besoins de formations (enquête statistiques) et dans le rôle qu'ils ont à jouer dans le cadre de leur responsabilité sociétariaire (stage professionnel) est centrale dans l'approche du Centre de Ressources Haut Katanga.
- Le rapprochement du Projet avec les services de l'administration (Division) a permis d'inscrire au niveau de l'Assemblée Provinciale lors de l'arbitrage des budgets 2016 et 2017, une ligne relative au frais de fonctionnement du CdR Haut Katanga 2016 et 2017 ;
- Le stage professionnel en entreprise a démontré la complémentarité d'une formation « non formelle » dans le cadre d'un système éducatif orienté principalement dans le domaine « formel » (Win Win) ;
- Le projet ISP « insertion socioprofessionnelle » mis en place par le Centre de Ressources Haut Katanga pour une meilleure employabilité axée sur les principes de la formation « non formelle » est pertinent au regard de ses premiers résultats, car des lauréats encadrés, certes en nombre réduit, ont été embauchés.

Fonctionnaire exécution nationale Leonie MUYOMBE	Fonctionnaire exécution CTB Lorenzo GIACOMIN
	

2 Monitoring des résultats²

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Dans sa quête de réussir la matérialisation du Plan d'Action Provinciale de l'EPSP (PAPE) et ainsi mieux percevoir l'examen des enjeux et des défis du sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle, le Gouvernement Provincial du Haut-Katanga sous l'égide de ses Ministères Nationaux : EPSP-INC (et le nouveau Ministère ETP) a posé les bases d'une prise en charge mieux orientée de la réforme ETFP (réf. Rapport Résultats EDUKAT 2014 et 2015).

Le cadre macro-économique est en détérioration depuis les trois dernières années avec une dépréciation accélérée du Franc congolais par rapport au dollar US en 2016. Sur le plan des activités et perspectives économiques, la chute des cours des métaux a généré un ralentissement du secteur minier, porteur de la croissance de la Province. Il en a découlé une situation de réduction des offres d'emplois dans ce secteur (Boss Mining, TFM et Ruashi Mining) mais aussi dans les entreprises sous-traitantes, avec des plans sociaux avec réduction des effectifs allant de 10 à 20 %.

La Convention de partenariat n° 004/2011 du 11/03/2011 "Adéquation Formation-Emploi" constitue certainement la base de cette recherche de PPP, cependant, les services de l'administration du sous-secteur ETFP n'a pas encore fait la mutation conceptuelle exigée par sa nouvelle situation institutionnelle (création d'un Ministère de l'ETP).

Enfin, l'orientation adoptée par le Gouvernement vers l'adoption des principes et surtout des modalités pratiques d'un PPP répondant aux besoins, actuels et surtout futurs, du contexte socio-économique de la RDC n'a pas encore été complétée par la création d'une entité chargée d'étudier ces besoins tels qu'exprimés, en termes quantitatifs et qualitatifs, par le marché de l'emploi, et d'y assurer la réponse de formation par le sous-secteur ETFP. La réorganisation à travers la mise en place des services de l'ASBL FEC n'est pas assez puissante pour légitimer et accompagner la démarche.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le projet EDUKAT a été conçu avec un ancrage institutionnel provincial au sein de l'ancien Ministère Provincial en charge de l'Education du Katanga (il est implanté au sein de la Division Provinciale du Haut-Katanga).

Jusqu'à octobre 2015, la SMCL EDUKAT a eu comme Président le Ministre Provincial en charge de l'Education de l'ancienne Province du Katanga, les services de l'administration des Divisions Provinciales du Haut-Katanga et Lualaba y participaient en tant que membres observateurs.

Depuis la mise en œuvre du découpage territorial, le Ministère Provincial en charge de l'Education a été supprimé en Novembre 2015 (le Gouvernement Provincial a été remplacé par un groupe constitué de 3 Commissaires Spéciaux, représentant du niveau central en province).

Dans un tel contexte, il ressort que l'UCOP s'est retrouvée pendant 8 mois en 2016 avec un ancrage institutionnel provisoire. Le Projet se referait directement au Conseiller du Gouverneur en matières d'Education qui maîtrisait insuffisamment l'architecture du fonctionnement du Projet Provincial EDUKAT (rôle de la Province du Haut-Katanga dans la mise en œuvre de la réforme ETFP promue au niveau national et les modalités

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

pratiques dans le pilotage du Projet) et avait par conséquent une marge de manœuvre limitée dans les orientations stratégiques à prendre.

Au cours de l'année 2016, le nouveau Ministère ETP National a été doté des services techniques de l'Administration (Secrétariat-Général au niveau de Kinshasa) mais il n'a pas disposé d'un budget. Vers fin 2016, le Secrétariat-Général du nouveau Ministère avait essayé vainement de disposer des services déconcentrés en Province car une note de la Primature en a bloqué l'avancement.

C'est pour cette raison que l'unique référent hiérarchique qui peut donner les orientations techniques relatives à la mise en œuvre de l'arrêté portant transformation, création des Centres d'Application et Centres de Ressources) au décideur Provincial reste le Secrétariat-Général de l'EPSP-INC.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Au cours de l'année 2016, le Ministère en charge de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique du Haut-Katanga a été opérationnel à partir du mois d'Août. Heureusement les acteurs de l'EPSP du Haut-Katanga et Lualaba (Divisions) ont su maintenir le cap de la bonne maîtrise de la philosophie du Projet et mieux orienter les nouveaux acteurs politiques vers leur rôle de propulseur de la bonne dynamique en vue de la réussite de la réforme ETFP.

On a noté une encourageante implication du Coresponsable National dans l'ensemble de l'exécution du Projet et comme indiqué dans le Rapport MTR « il est en effet à souligner que, malgré un changement institutionnel assez fort au cours du cycle de vie du Programme, cette « complicité » conceptuelle et opérationnelle de la Coopération Belge avec les Autorités, centrales mais surtout provinciales de l'Education a pu être maintenue ».

Le concours de tous les acteurs ont permis au Projet de rester avant tout aligné aux priorités inscrites dans les objectifs spécifiques et respecter les projections des engagements en gardant un climat de partenariat apaisé et transparent.

Cependant, vu le contexte d'instabilité institutionnel au niveau National, il demeure encore le risque de voir les efforts fournis être ralentis, ou freinés par la procédure juridique d'organisation et d'agrément du CdR Haut-Katanga. Celle-ci est impérative pour pouvoir rendre opérationnelles les activités planifiées et intégrées dans l'exercice budgétaire 2017 de la Province.

A ce qui précède s'ajoute le fait que l'année 2016 a signé la clôture du Projet UCAG-EPSP, et que conséquemment, le Projet EDUKAT ne dispose plus de référent sectoriel au niveau central, capable de poursuivre le plaidoyer en hautes instances.

2.1.4 Contexte HARMO

Deux programmes (secteurs d'intervention Education et Energie) sont dans la phase d'exécution, il s'agit des projets EDUKAT et PRELUB. D'un côté, le projet EDUKAT appuie l'Education Professionnelle et Technique et détient en son sein l'Antenne du Programme PRECOB (Programme de Renforcement des capacités par l'octroi des bourses). De l'autre côté, le projet PRELUB appuie le secteur de l'Energie (électrification de la ville de Lubumbashi).

Avec le Projet PRELUB, le Projet EDUKAT est en train de développer d'importantes actions de complémentarité dans le domaine de l'amélioration de la fourniture en énergie électrique dans les écoles - Centres d' Application (à Kasenga et Kolwezi) et dans le CdR Haut Katanga.

A la fin de l'année 2016, la démarche pour le transfert du fonds de garantie (mis en place pour le Projet PAEJK) n'as pas encore abouti (réf. rapport Résultats 2015).

Pendant l'année 2016, des rapprochements avec USAID dans le cadre des deux Projets Accélère 1 (Accès) et Accélère 2 (Pilotage) ont été opérés (participations à des activités de planification stratégique et cycle de la dépense publique dans le domaine de l'Education).

Des échanges ont eu lieu avec l'APEFE afin de capitaliser les acquis de leur approche PPP (formation des élèves directement en finançant les entreprises) qui arrive à la fin.

Il y a à signaler également que des échanges sur l'approche « Projet d'Etablissement » avec le PEQPESU (projet Banque Mondiale exécuté au niveau National).

Trois réunions d'échanges et de concertation interne entre les programmes du secteur de l'ETP de la CTB RDC ont eu lieu en 2016.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année 2014	Valeur cible 2014	Valeur année 2015	Valeur cible 2015	Valeur année 2016	Valeur cible 2016	Cible finale
Evolution de nombre d'élèves dans les filières des écoles Centre d'Application, écoles Transformée et écoles Affiliées (CdA Salama, Manika, Vyombo pour les filières Electronique, Electricité et Mécanique générale).	Effectif d'élèves entrants des filières appuyés (2013) 2517 élèves dans 6 filières porteuses	3081 élèves (soit 22%) d'élèves répertoriés dans les 6 filières porteuses ³ du Projet EDUKAT	Augmentation de 20%	2836 élèves soit (12%) d'augmentation) par rapport à l'année 2013. Non prise en compte les effectifs de SALAMA	Augmentation de 20%	5376 (114%) d'élèves par rapport à l'an 1 Avec les effectifs des CA pris en compte.	Augmentation de 40%	Augmentation de 40%
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées.	0/262 0%	1/334 0.2%		1/363 0.2%		4/413 0.9% ⁴		Augmentation de 100%
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification.	262 sortants	334 (45 lauréats sélectionnés, soit 13,8%) ⁵	Augmentation de 20%	363 (90 Lauréats sélectionnés, soit 24,4%)	Augmentation de 20%	413 (135 lauréats sélectionnés, soit 32,5%)	Augmentation de 40%	60% d'augmentation

NB : (extrait du Workplan Baseline): Il est à signaler que certaines des filières retenues dans les écoles transformées ne concordent pas avec celles qui fonctionnent au sein de Centre d'application. De cette façon, les Centres d'application ne vont pas arriver à jouer le rôle leur dévolu (accompagnement à la transformation) et ainsi aider les écoles transformées à garantir la formation pratique requise pour les diplômes qui seront délivrés

³ Les six (6) **filières porteuses** concernent notamment : les filières électricité, électronique, mécanique-générale (qui intègre aussi les Machines-outils), mécanique-automobile, Construction et Agriculture.

⁴ Les valeurs reprises dans la Baseline et dans les années 2014/2015/2016 sont celui de Vyombo, Salama, litima. A partir de 2017 les données statistiques des sortants de 4 écoles transformées et le 6 Centre Affilié seront prises en compte

⁵ Ce pourcentage correspond à l'année de sortie des lauréats, c'est-à-dire, le rapport pondéré des 45 lauréats sélectionnés sur l'ensemble des sortants, soit 13.8%.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

De manière indicative, à partir du tableau des indicateurs on sait situer les aspects qui démontrent l'avancée vers la consolidation de l'outcome assigné au projet.

La nette ascension de la population scolaire des écoles ETFP dont la pondération a augmenté de façon exponentielle avoisinant déjà les 53% sur les 40% attendus montre que le processus de transformations des écoles secondaire générale est en train de ce compléter (à partir de l'année 2017 on aura les première lauréats qui sortiront des écoles secondaire générale transformée).

Au regard des résultats de l'enquête on peut déduire qu'un grand nombre des lauréats prennent conscience de la nécessité de pouvoir se recycler afin d'améliorer leur employabilité.

Il demeure cependant une crainte que la récente crise ayant entraîné plusieurs entreprises à arrêter toute production de cuivre ne vienne impacter négativement sur les pistes déjà parcourues.

En effet, en reprenant le rapport MTR de Décembre 2016 « durant la première partie de son intervention, l'UCOP a adopté, en accord avec la SMCL comme les PV en témoignent, un mode de pilotage systémique » sans lequel le nouveau dispositif CdR aurait eu du mal à acquérir la crédibilité dont il dispose actuellement auprès des différents Partenaires institutionnels.

La mission MTR a ainsi pu constater que ce mouvement lancé avait acquis un tel « momentum » qu'il sera difficile d'empêcher le développement de manière durable et autonome. Deux « signaux » forts de ce « momentum » peuvent être cités :

- Sur les cinq (5) Entreprises visitées (par la MTR) à Lubumbashi et à Likasi, 4 ont d'ores et déjà manifesté leur désir d'accueillir des Stagiaires et préparé avec le CdR les démarches à cet effet et 3 d'entre elles ont accepté d'aider en nature à l'équipement des CdA (et même des écoles transformées) ;
- Lors d'un focus group réunissant les Représentants du Ministère Provincial de l'Enseignement, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de Prévoyance Sociale ainsi que du Ministère des Affaires Sociales, une volonté commune de contribuer à augmenter la visibilité du Programme et surtout du dispositif, en particulier afin de clarifier auprès du monde du travail, les spécificités (et le territoire) du dispositif CdR par rapport à l'INPP.

Ces progrès peuvent être raisonnablement considérés comme stables car même les changements institutionnels intervenus en 2015 n'ont pas incliné négativement les tendances, notamment parce que, dès le démarrage du Projet, les Co-Responsables du Programme ont réalisé un rapprochement optimal avec le marché de l'emploi dans une démarche « recherche-action » avec la FEC.

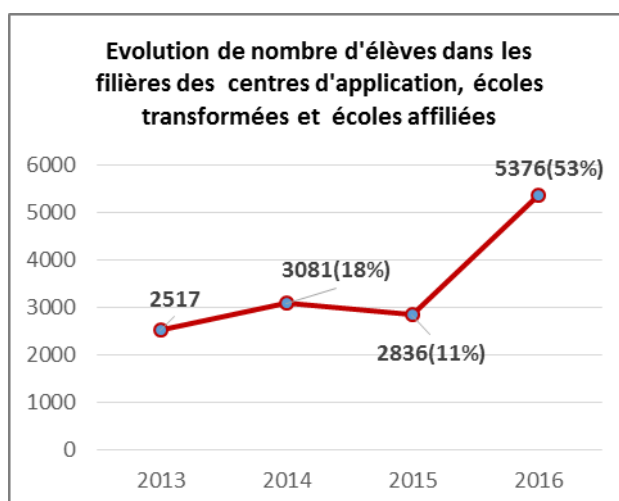
Enfin, un instrument de suivi-évaluation a été mis en place par les Co-Responsables et, mieux encore, une « culture » de monitoring et évaluation a été insufflée aux cadres du CdR.

2.2.3 Impact potentiel

Le « dispositif CdR » est un réseau d'animation et d'appui d'un système rénové d'ETFP qui a été conçu pour répondre à la question de l'inadéquation encore criante entre la nature et la qualité des formations imparties et les compétences professionnelles exigées par les entreprises.

Le « dispositif CdR » met ses installations à la disposition des Centres d'Application des écoles Transformées et aux Centres affiliés. Il organise l'accompagnement et l'insertion professionnelle des lauréats à travers le stage professionnel en entreprise. Il organise également la formation additionnelle des lauréats ayant achevé leur stage professionnel et fait remonter les besoins en matière de formation professionnelle exprimés par les entreprises, soit directement, soit à travers la FEC et ses études des besoins. Il contribue à l'amélioration du management des écoles techniques à travers la conduite de la réflexion sur les services porteurs de changement dans les écoles techniques. Et enfin, il fait la synthèse de l'ensemble de la réflexion au moyen de notes de cadrages dans différents domaines devant, à terme, conduire à la révision des référentiels d'enseignement technique en République Démocratique du Congo.

Il faut noter que, du fait que le CdR est en cours de construction, le dispositif de formation professionnelle fonctionne au moyen de conventions de collaboration avec des sociétés de placement qui jouent, provisoirement, le rôle du CdR. La maîtrise de l'ensemble du dispositif se fera au prix du renforcement des capacités des animateurs du CdR dans leurs relations avec les partenaires externes au secteur ETEP.



Comme repris dans le Rapport MTR, le bilan sur cette question d'impact ne peut être que prévisionnel.

Malgré cette limitation, on peut observer que, outre la "mise sur orbite" du dispositif CdR, l'intervention a mis en œuvre deux concepts opérationnels, essentiels pour qu'à terme, l'impact soit effectif. Il s'agit des stages (scolaire et professionnel) et appuis pédagogiques (formations additionnelles) conçus et réalisés dans une démarche proactive afin de donner plus de vie à la Convention de partenariat Adéquation Formation-Emploi signée en 2011 entre le MEPSP et les Fédérations d'Entreprises.

L'organisation des formations/stages scolaire de caractère « non formel » (modulaire de court durée) à dispenser dans les espaces du CdR aux lauréats inscrits dans les plans d'insertion socio-professionnelle de la Province amplifiera le potentiel d'impact du Projet à partir du 2^{ème} trimestre 2017. On estime à atteindre le seuil de 135 insertions par an et à 1.500 le nombre d'élèves affiliés provenant des classes de 5^{ème} et 6^{ème}.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Cible finale
Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application.	Néant	4/14 phases	2/14 phases (14,3%)	14/14 phases	8/14 phases (57%)	14/14 phases	13/14 phases (92%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	Néant	4/14 phases	4/14 phases (28,6%)	14/14 phases	9/14 phases (64%)	14/14 phases	12/14 phases (86%)	14/14 phases d'exécution, soit 100%
Evolution dans l'équipement de CdR	Néant	1/3 phases	0%	3/3 phases	1/3 phases (33%)	3/3 phases	2/3 phases (67%)	3/3 phases d'exécution correspondant à 100%
% des filières porteuses équipées dans les CdA (Vyombo et Itima)	Vyombo Itima Ecole du cinquantenaire	6/6 filières	Itima : 0% Vyombo : 0%	6/6 filières	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	6/6 filières	Itima : 4/6 filières (66%) Vyombo : 4/6 filières (66%) Ecole du cinquantenaire : 1/3 filières (33,3%)	6/6 filières, soit 100%
% des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses	Néant	30%	0%	30%	0%	100%	0%	20/20 écoles affiliées

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvé par le secteur privé dans les CdR et CdA	Néant	135 lauréats	22/45 (49%)	135 lauréats	37/90 (42%) ⁶	135 lauréats	N/A ⁷	135 lauréats
% des élèves certifiés dans les CdR	Néant	80% de 135 lauréats	0%	90 lauréats 80% de 45	3/108 (2,77%)	80% de 135	4/108 (3,7%)	80% de 135 lauréats
Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%.	Néant	0%	0%	0%	186/240 (77%)	0%	N/A ⁸	178 Professeurs
<p>NB : Les données sur les formations vont être fournies sous l'année 2016. Pour le Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliés transformées au CdA, il est nécessaire que les CdA documente chaque séance en mettant en place un registre contenant les participants, les matières et l'école concernée et les recommandations formulées en vue d'améliorer le réseautage CdA-Ecoles transformées. Il faut en outre souligner que les écoles transformées se trouvent à la quatrième année du processus et n'ont pas encore atteint l'année terminale pour les filières techniques.</p>								

⁶ Les 37 élèves font allusion aux 22 élèves de 2014 et 15 lauréats qui se sont ajoutés en 2015.

⁷ Compte tenu du fait que le processus d'accompagnement est en cours, les lauréats sont en train d'être présélectionnés pour l'année 2017.

⁸ En collaboration avec Syntra, le Chargé de la Pédagogie a revisité les référentiels des compétences d'électricité et électronique sont en cours d'élaboration afin de programmer les formations en 2017.

2.3.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹²	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Outputs1				
Arriver à avoir le statut Juridique CdR Katanga				
Signer les contrats pour l'achat des équipements CdR CdA				
Réceptionner les équipements nécessaires à la modernisation des filières du Centre de Ressources Haut-Katanga				
Réceptionner les équipements des filières retenues pour le CdA Vyombo et Itima				
Faire la réception provisoire de la construction du Centre de Ressources Katanga				
Faire la réception provisoire des réhabilitations des CdA Vyombo et Itima				
Refournir les CdA en consommables				
Recruter les techniciens pour les Centres d'Application				
Identifier les 15 écoles Affiliées qui seront intégrées au dispositif d'amélioration de la qualité Centre de Ressource Katanga				
Recruter les techniciens pour le Centre de Ressources				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (technique)				
Former les professeurs du CdA et écoles Affiliées dans la filière électricité				
Définir l'Ingénierie de formation à mettre en place dans le CdR Katanga				
Identifier les besoins en réhabilitation des écoles CA				
Lancer les travaux (régie/marché public) dans les écoles affiliées au Centre de Ressources Haut-Katanga				
Identifier les équipements nécessaires dans les filières des écoles affiliées				
Mettre en place la maintenance curative et préventive pour les équipements des filières appuyées dans les CdA et CA				
Faire la réception provisoire des réhabilitations de l'Ecole Transformée Kilima				
Avoir l'eau dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga				
Avoir l'électricité dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga				
Avoir les espaces de formation pour les filières mécanique auto et électricité dans l'école de Cinquantenaire de Kasenga				

- ¹²A : Les activités sont en avance
 B Les activités sont dans les délais
 C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Malgré un contexte institutionnel incertain (pas d'interlocuteur provincial en place jusqu'en Août 2016), une évolution nette a été enregistrée dans les aspects clés du résultat 1 parmi lesquels :

- L'avancement des travaux de construction du Centre de Ressources Haut Katanga;
- L'avancement des travaux de réhabilitation des Centre d'Application Vyombo et

Itima ;

- La mise en œuvre du plan de maintenance curative au sein des CdA (Vyombo et Itima) avec comme point clé l'intégration dans leur système de gestion, de la stratégie de la maintenance permanente en vue de mieux préserver les ressources;
- L'approvisionnement des Centres d'Application en consommables nécessaires à la formation pratique des élèves ;
- La mise en place au sein des CdA des outils nécessaires à la gestion de la maintenance (inventaires et fiches de stock) ;
- Le processus de recrutement des 11 derniers profils professionnels en complément du cadre organique du CdR est finalisé ;
- Le processus d'affiliation (état de lieux) pour 6 écoles à affilier au dispositif est complété ;
- Les travaux d'adduction d'eaux pour l'école du Cinquantenaire sont terminés ;
- L'amélioration de l'expertise du personnel en fonction au Centre de Ressources Haut-Katanga et le démarrage effectif des activités (volet Pédagogie, volet School-Management, volet Relation avec le Secteur Privé et volet Insertion) cf. Rapport MTR OJB et Cercle de Développement Personnels CdR;

Il faut toutefois relever que la mise en œuvre du volet Equipements a connu un certain retard en ce qui concerne le lancement du marché et l'obtention des autorisations nécessaires à l'attribution (mandat d'attribution en cours).

Pour le volet Infrastructures, à l'opposé des prévisions de Q4-2015, les travaux de réhabilitations envisagés au niveau des écoles affiliées ont été suspendus suite à la décision de la SMCL d'octobre 2016. En effet, vu que l'état des lieux de ces écoles a démontré un état de délabrement avancé, le budget disponible aurait conduit à des réhabilitations incomplètes, insuffisantes ou inappropriées, bref à un effet de saupoudrage inefficent.

Toujours dans le domaine des Infrastructures, les travaux de réhabilitation envisagés pour deux écoles dites transformées, passant de l'EGN à l'ETP n'ont pas été lancés. Pour une première, l'Institut Kilima, exécuter des travaux de réhabilitations sans tenir compte des défis de l'école, notamment dans l'organisation des services de formation en vue de devenir une école technique a été jugé une démarche non-efficente ; pour la deuxième, l'école du Cinquantenaire de Kasenga, après avis positif de la SMCL d'octobre 2016 sur les conditions d'intervention, les travaux ont été reprogrammés pour 2017.

Concernant le volet électrification des CdA et CdR Haut-Katanga, l'UCOP a retenu qu'il était important d'avoir les autorisations nécessaires de la part du Gouvernement Provincial et de la SNEL avant de lancer la procédure d'achat.

En ce qui concerne l'indicateur : « Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliées transformées au CdA », les Divisions Provinciales n'ont pas encore institué un mécanisme à intégrer dans le processus du monitoring cependant il faut signaler que parmi les deux CdA échantillons, seulement Vyombo a accueilli les élèves des écoles transformées ; Itima étant en réhabilitation et avec des écoles transformées affiliées dans des filières autres que les quatre porteuses n'a pas reçu des élèves.

Concernant l'indicateur : « Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initial de 15% », le chargé de la Pédagogie, pendant l'année 2016 (en collaboration avec Syntra) a revisité le référentiel des compétences d'électricité et électronique (valeur 0 en 2016) afin de programmer les formations en 2017.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Cible finale
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	164000 Euros
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Haut-Katanga	0%	0%	0%	0%	0%	0%	112.000\$, Budget provinciale voté-prévisions 2016 ⁹ , soit 47,4% de contribution.	164000 Euros
Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA	0/4	0%	0%	2/4	2/4 (50%)	4/4	2/4 (50%)	4/4
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA	0/20	0%	0%	4/20	9/20 écoles (45%)	20/20	9/20 écoles (45%)	20/20
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0/4	0%	0%	2/4	3/4 (75%)	4/4	3/4 (75%)	4/4
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0/20	0%	0%	5/20	6/20 (30%)	20/20	11/20 (55%)	20/20
Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	Néant	8/8	5/8 (62,5%) ¹⁰	8/8	5/8 (62,5%)	8/8	4/8 (50%)	8/8
Nbr des fonctionnaires ayant participé aux formations qui amélioré le score du test de 15% sur le total des participants	Néant	0%	0%	0%	102/105 participants (97%) ¹¹	0%	133 participants ¹²	178

NB : Les formations des fonctionnaires ont eu lieu. Cependant, la cotation est obtenue par triangulation entre les côtes du Pré et post test ainsi que une cotation obtenue à l'issue de l'accompagnement qui prend de 2 à 6 mois selon les thèmes, notamment, le PAC en conduite des réunions déroulé en 2016. L'accompagnement sur le PAC en classement et archivage ayant eu lieu vers le dernier trimestre de 2016, la moyenne globale ne peut être obtenue que vers le mois de mars 2017 et sera alors intégré dans les rapports futurs.

⁹ Note : 112.000\$ = 104.546.400 CDF (taux de 933.45 en CDF) et 164000 € = 220.458.132 CDF, cour de change du 23/01/2017, qui correspondent donc à 47,4% de contribution pour le Secteur Public, soit $104.546.400/220.458.132 * 100$. Source : Fiche de Dépouillement des Dépenses-Exercice 2016 pour la Province du Haut-Katanga. Il est toutefois important de signaler de ce budget a été voté par l'Assemblée Provinciale mais pas insérée dans le circuit des Dépenses Publiques provinciales.

¹⁰ Selon l'IPP chargé de l'ETFP, il s'agit de 4 inspecteurs au Haut-Katanga (1 en Mécanique-Générale, 2 en Electronique et 1 en Agriculture et 1 seul en Electricité au Lualaba qui vient d'être muté au Haut-Lomami, d'où, les 40% de 2016. Bref, la cible finale serait normalement de 8 Inspecteurs par ce qu'on devrait normalement en avoir aussi 4 pour le Lualaba.

¹¹ Source : Rapport final du PAC en « Communication et Animation des réunions »-CEMA, Mai 2016.

¹² En attente du Rapport final d'évaluation du PAC sur le « Classement et l'Archivage » qui sera produit par CEMA.

2.4.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹³	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Avoir sur le compte dédié (au niveau du Ministère Provincial du Budget) le budget pour le Centre de Ressources Haut-Katanga, année 2016				
Avoir les manuels de gestion (admin/fin) pour le Centre de Ressources Katanga I				
Faire la mise à jour de la carte dynamique avec la FEC				
Avoir un répertoire des besoins en main d'œuvre qualifiée par catégorie fonctionnelle (FEC)				
Accompagner le Pilotage de l'Adéquation/formation (Comité de Pilotage CdR Katanga)				
Accompagner le dialogue multi acteurs (Comité de concertation locale)				
Accompagner la mise en œuvre du PAPE ETFP				
Accompagner la mise en œuvre du plan de renforcement des services compétente Katanga I et IV (volet unité des formations)				
Accompagner la mise en œuvre du plan de renforcement des services compétente Katanga I et IV (volet équipements informatique, bureautique, énergie)				
Mettre en place les outils des gestions dans le CdA Vyombo et Itima				
Avoir un Projet d'établissements pour le CdA Vyombo Itima				
Avoir un projet d'établissements pour chaque école affiliée au Centre de Ressources Katanga				
Affilier des écoles au Centre de Ressource Haut-Katanga				

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Pour assurer la durabilité au CdR Haut-Katanga, les Acteurs gouvernementaux et de l'Administration provinciale (à partir de juin 2016) se sont déployés pour s'assurer que les frais de fonctionnement et les textes juridiques nécessaires seraient disponibles pour débloquer une mise à disposition des fonds pour le CdR.

C'est dans ce cadre qu'un budget a été voté pour l'année 2016 par l'Assemblée Provinciale (le compte provincial étant déjà opérationnel) et que des échanges entre le Niveau National (Ministère EPSP-INC et ETP) et le Ministère Provincial sur le contenu des textes juridiques nécessaires pour permettre aux différents organes de se mettre en place ont eu lieu. Une mission du Ministre Provincial a été organisée à Kinshasa sur fonds propres du Gouvernement Provincial.

Malheureusement le budget Provincial voté n'aurait pas été exécuté par défaut de statut du CdR pour activer spécifiquement toute la chaîne de dépense au niveau provincial.

Il s'avère néanmoins que la mise en place effective du Comité de Pilotage Centre de Ressources Haut-Katanga a eu lieu le mois de Septembre 2016 et les réunions de Comité de Concertation Locale (organisées par les Sous-divisions Provinciales) ont eu lieu entre Novembre et Décembre 2016. Entretemps, il est à signaler que l'affiliation de 6 écoles ETFP n'a été pas encore formalisée.

¹³ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

De manière synthétique, des avancements ont été enregistrés dans les aspects du résultat 2, à savoir :

- Une appropriation de plus en plus perceptible de la part des services de l'EPSP de la nécessité des collaborer avec les Entreprises dans le cadre de la convention partenariat public-privé (concertation/formation/financement) avec la FEC. Néanmoins l'approchement des Centre d'Application au secteur privé dans la demande/obtention d'un stage scolaire reste encore très timide (très peu de convention);
- La carte dynamique EPSP-INC/FEC (mise en place en 2014 et géré par le service statistique de la Division) devient un instrument riche en informations et capable de faire un matching dans les différents bassins d'emplois entre les entreprises (demandeur d'emplois) et les écoles ETFP environnant;
- Une appropriation de plus en plus perceptible des outils de gestion (organisationnelle, financière et administrative) de la part des Centre d'Application;
- Le commencement de la réorganisation des fonctions inscrites dans les organigrammes des écoles ETFP (organiser les services admin/fin, logistique, accompagnement socio-professionnel) de la part des Préfets des Centres d'Application;
- L'amélioration de la gestion du patrimoine dans le Centre d'Application (valorisation des espaces des formations et sécurisations des biens) ;
- Une bien meilleure compréhension par les COPAS et COGES¹⁴ des écoles ETFP de l'importance d'allier les besoins du fonctionnement et l'actualisation des consommables (rationalisation des ressources au bénéfice de la qualité de la formation pratique).

La collaboration avec la FEC dans l'amélioration du recensement/exploitation des données statistiques des entreprises (Convention de Subside en cours) commence à produire ses fruits (plusieurs entreprises ont démontré leur intérêt à collaborer dans les mises à dispositions des données inhérent les besoins en formation). Les mêmes entreprises ont manifesté l'intérêt dans la mise en œuvre des futures actions à entreprendre dans le cadre de leur responsabilité sociétariaire, notamment dans l'accueil des lauréats au stage professionnel.

Dans le volet Gouvernance des écoles, il se dégage, à travers les activités participatives sur l'élaboration des projets d'établissements que l'implication des COPAS/COGES dans la programmation est devenue plus interactive et conduit à une meilleure organisation de la formation et de la gestion des écoles (cfr. questionnaire en occasion du monitoring).

Enfin, dans le volet Renforcement des services compétents du Haut-Katanga et du Lualaba, les PAC dispensés (de 1 à 4 dans le cadre du Programme PRECOB) démontrent une certaine efficience dans le chef de l'audience qui y a participé (réunions plus structurées et gestion de l'information en progression).

¹⁴ Comité des Parents et Comité de Gestion des Ecoles

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle.

Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur Cible 2014	Valeur année 2014	Valeur Cible 2015	Valeur année 2015	Valeur Cible 2016	Valeur année 2016	Cible finale
Nombre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total.	Néant	0%	0%	40%	Stage Professionnel : 22 élèves des 45 sélectionnés soit (49%) Stage scolaire : 325 sur un total de 332 sortants 2013-2014, soit (98%)	80%	Stage professionnel : 15 élèves des 45 sélectionnés (33,3) stage scolaire : 411 sur un total de 413 sortants de 2015, soit 99,5%)	80% des finalistes des CdA et CA
Le degré d'insertion à l'emploi (Nombre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nombre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE).	2.3%	7.5%	13,6% (3 insérés/22 accompagnés des 45 lauréats sélectionnés).	30%	4 insérés/67 accompagnés des 90 lauréats sélectionnés). 5,9%	100%	N/A	100% de 135
Nombre de jeunes accompagnés pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	Néant	0%	0%	0%	0%	40%	0%	X nombre (avec 40% des sortants confondus)
Nombre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	0/4	0%	0%	2/4	2/4 (50%)	4/4	2/4 (50%)15	4/4
Nombre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	Néant	1/3	0%	1/3	1/3 (33,3 %)	3/3	1/3 (33,3 %)16	3/3 initiatives
Le projet va promouvoir trois (3) types d'initiative innovantes : (1) L'Agriculture, (2) la promotion de l'auto-emploi à travers les ASBL locales et (3) l'approche basée sur le droit par l'appui à la Société Civile impliquée dans l'IDAK (plateforme tripartite réunissant différentes parties prenantes à savoir : gouvernement, société civile et entreprises minières.								

- A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises


2.5.2 État d'avancement des principales activités

ÉTAT D'AVANCEMENT DES PRINCIPALES ACTIVITES ¹⁷	ÉTAT D'AVANCEMENT :			
	A	B	C	D
Identifier les modules pratiques à développer (outputs de l'accord de subvention avec la FEC).				
Accompagner les différents types de stage (stage scolaire et stage professionnel) au sein des CdA.				
Implémenter les guides des stages dans le CdA Vyombo et Itima.				
Faire de la formation additionnelle pour les lauréats sortants (savoir être).				
Rendre opérationnel Katacel dans le CdA Vyombo et Itima.				
Mettre en place le suivi des AGR créé par le projet PAEJK (référéncé note technique dans le document de travail).				
Déterminer les modalités pratique pour l'activation du Fond de Garantie logée à la BCDC.				
Accompagner dans la recherche d'emploi les lauréats issus des CdA Vyombo et Itima.				
Accord de financement pour filière agricole dans l'école du Cinquantenaire de Kasenga (HPP Congo).				
N.B. Pour les deux activités avec cotation D (planifiées en Q4 2015) il y a eu une réorientation stratégique (activités annulées).				

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

L'année 2016 nous a démontré qu'avec plus d'accompagnement/orientation, il est possible de guider les lauréats vers une meilleure employabilité.

En effet, au-delà des aspects purement techniques/formatifs, l'accompagnement permet d'acquérir des aptitudes nécessaires pour mieux exposer les compétences détenues par les lauréats, chose qui n'est toujours pas évidente à travers la formation classique obtenue à l'école.



ETAPES	IDENTIFICATION DES LAUREAT	SELECTION ET RECRUTMENT POUR EMPLOI SALARIE ET AUTO EMPLOI	PRE ACCOMPAGNEMENT DES LAUREATS	ACCOMPAGNEMENT DES LAUREATS	POST ACCOMPAGNEMENT DES LAUREATS
ACTEURS	UFE, maîtres de stages encadreurs	UFE, CdR, ATRNSP	CdR, APEFE, PAEJK, FEC, ONEM, Organismes de placements	CdR, INPP, FEC, ONEM, PAEJK, APEFE, Organismes de placements	CdR, FEC, ONEM, PAEJK, APEFE, Organismes de placements
TEMPS	Dix semaines	huit semaines	huit semaines	quinze semaines	vingt cinq semaines
PROCEDURES	Suivi des stages, sélection des lauréats sur base de critères définis: notes de stage et note finale	Convocation pour séance d'informations collectives. Convocation pour séance d'information sur l'emploi salarié. Convocation pour auto emploi	Emploi salarié : entretien individuel préparation à la recherche d'emploi. Auto emploi: Appui à la formulation d'un plan d'affaires	Emploi salarié : Evaluer stage de perfectionnement en entreprises, améliorer certaines compétences à travers le CdR contrat de placement. Auto emploi Sélection des lauréats à entrer dans une dynamique entrepreneuriales	Emploi salarié: Stage professionnalisant au sein d'une entreprise. Auto emploi: suivi post création rapproché, coaching
OUTILS	KAT@CEL	KAT@CEL	Convention de collaboration entre UFE et sociétés de placements, fiche d'évaluation plan de réflexion, modèle plan d'affaires	KAT@CEL, fiche d'évaluation, convention tripartite UFE, société de placement entreprise, modèle de plan d'affaires, convention de collaboration avec une structure de financement	Convention de collaboration entre la société de placement et l'entreprise, convention d'accompagnement post création entre le créateur et la structure d'accompagnement

Le chargé d'insertion a pu accompagner 22 lauréats 2013/2014 (phase 4), notons que trois (3) parmi eux ont trouvé un emploi, les restants sont dans la phase 5 (formation additionnelle et médiation). 32 lauréats 2014/2015 ont passé les phases de 1 à 4 et 13 sont à la phase 4.

L'identification des besoins en formations additionnelles recueillies à travers l'évaluation des stages professionnels (besoin de formations) ont permis de calibrer les objectifs de la formation additionnelle par le Chargé de la Pédagogie du CdR Haut-Katanga.

Il reste toutefois à opérationnaliser le personnel des Unités Formation-Emploi « UFE », établies au sein du noyau du Centre de Ressource Haut-Katanga et au sein du Centre d'Application Vyombo - prévu en mars 2017. Ce personnel devra parvenir à travailler de manière permanente avec les Préfets, les élevés/lauréats en vue de rendre les stages (scolaire/professionnel) efficaces et à implémenter les outils pour mieux assumer l'accompagnement des élèves/lauréats dans le stage professionnel (guide de stage et bilan) et les relations avec les employeurs (dossier des candidats potentiels). Entretemps, l'outil des suivis opérationnels de toutes ces actions est fonctionnel pour le CdA Vyombo et Itima (Kat@cel).

En ce qui concerne la poursuite des activités cédées par le Projet PAEJK à fin Q4 2015, les modalités de reprise du Fond de Garantie proposées par PAEJK ont été jugées non-conformes aux procédures en application par le Projet. Ainsi, la dernière SMCL 2016 a levé l'option que le Fonds de Garantie puisse être transféré à la FEC, à l'ASBL GERME ou un autre partenaire à identifier, et que le Projet EDUKAT puisse s'occuper de sa supervision jusqu'à la fin de sa Convention de mise en œuvre en juin 2018.

Enfin, concernant les initiatives innovantes, il est à signaler que la Convention de Subside avec une ONG locale a permis d'implémenter la filière agricole dans un Centre d'Application en Province (300 km de Lubumbashi). En Juin 2016, 15 élèves avaient terminé la troisième année (et pouvoir accéder en quatrième) et au mois de Septembre 2015, encore 15 prochains élèves ont pu s'inscrire en troisième année. C'est donc, en juillet 2018, que les premiers diplômés de la filière seront mis sur le marché.

2.6 Thèmes transversaux

2.6.1 Genre

A travers les indicateurs de base, l'égalité de chance et d'accès, loin de toute discrimination qui serait liée au sexe ou autres conditions a été mise au centre de l'intervention.

A travers les questionnaires d'enquête administrés en décembre 2016, il a été noté une croissance de l'intérêt des familles à ouvrir l'accès aux filières techniques à leurs enfants filles (augmentation d'effectifs filles entrants). Ce fait marque l'évolution évidente des mentalités quant à ce qui est du genre au sein des écoles ETFP.

Il faut noter que les filles ne sont pas proportionnellement aussi bien nanties que les garçons en termes d'effectifs, on remarque que la proportion des sortantes (filles) est de loin faible par rapport aux attentes du Projet (autour de 2 et 2,4 %).

Les différentes sensibilisations faites aux membres du comité des parents et auprès d'autres acteurs de l'ETFP vont permettre de conscientiser la communauté sur la nécessité de mieux appuyer les énergies féminines afin d'assurer un développement équitable de tous les élèves au sein de l'école.

2.6.2 Environnement

Pour assurer la promotion des droits nouveaux et guider les écoles ETFP vers le recours aux ressources notamment renouvelables et inépuisables, le Projet a veillé à prendre en compte des aspects environnementaux dans toutes les étapes de gestion des ETFP et dans la définition des besoins relatifs aux infrastructures.

Afin de mieux gérer les ressources énergétiques et éviter de demeurer dépendants des services de la SNEL (dysfonctionnement chronique), il a été intégré dans l'approche la possibilité d'utiliser l'énergie solaire en complément/substitution de l'énergie électrique afin de rendre le CdR Haut-Katanga auto-suffisant.

Dans le même temps, une approche beaucoup plus liée avec le « développement rural » sera développée pendant que la filière énergie renouvelable du CdR Haut-Katanga sera opérationnelle (développement de collaboration avec l'Université de Lubumbashi pour la mise en place d'une microcentrale hydro-électrique artisanale).

La protection des infrastructures contre les effets des orages/eau drainage à travers la plantation de la végétation ainsi que l'exploitation des eaux issues de la toiture et des installations diverses pour des besoins multiples est aussi une stratégie utilisée dans les chantiers en cours.

Pour servir aux besoins en eau potable, (pour des questions d'assainissement), le Projet a réalisé pendant l'année 2016, un forage dans le Centre d'Application Ecole du Cinquantenaire de Kasenga.

Des contacts avec des ASBL qui s'occupe de Développement Durable des communautés impactées négativement par les activités anthropiques ont été pris (des futures collaborations sont envisagées en 2017).

2.7 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Absence de l'Arrêté Ministériel créant les CdR et ses modalités de gestion	Formulation	OPS	High	Medium	High Risk	Identifier le statut juridique du CdR Haut Katanga	SG	Fin 2016	Arrêté d'agrégation du CdR Haut Katanga au structure étatique en train d'être débattu a niveau National et Provincial	En cours
Le comité de gestion et de parents n'arrivent pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables)	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Proposer une grille de répartition et mener des activités avec les comités des gestions des écoles	UCOP EDUKAT	Fin 2018	Un checklist avec les outils de gestion en mettre en place est disponible (y compris la grille de répartition budgétaire). Les sensibilisations/formations au profit des comités de parents sont en cours via les séances sur le projet d'établissement	En cours
Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents ne sont pas affectés	01/04/2014	OPS	High	Medium	High Risk	Utiliser l'analyse organisationnelle pour faire du plaidoyer. Organiser des activités participatives afin d'identifier le setup des RH par rapport l'organigramme des écoles Affecter les RH pour l'accompagnement des lauréats (UFE)	UCOP EDUKAT	Fin 2017	L'analyse organisationnelle des services compétents finalisée en 2014 montre la carence des inspecteurs spécifiques au domaine technique (plaidoyer vers le SG en cours) La note technique sur le management scolaire a été transférée au PROVED (proposition du set up des RH au sein des CdA) Une proposition d'organigramme y compris la fonction du chargé de l'ISP a été transférée au PROVED	En cours

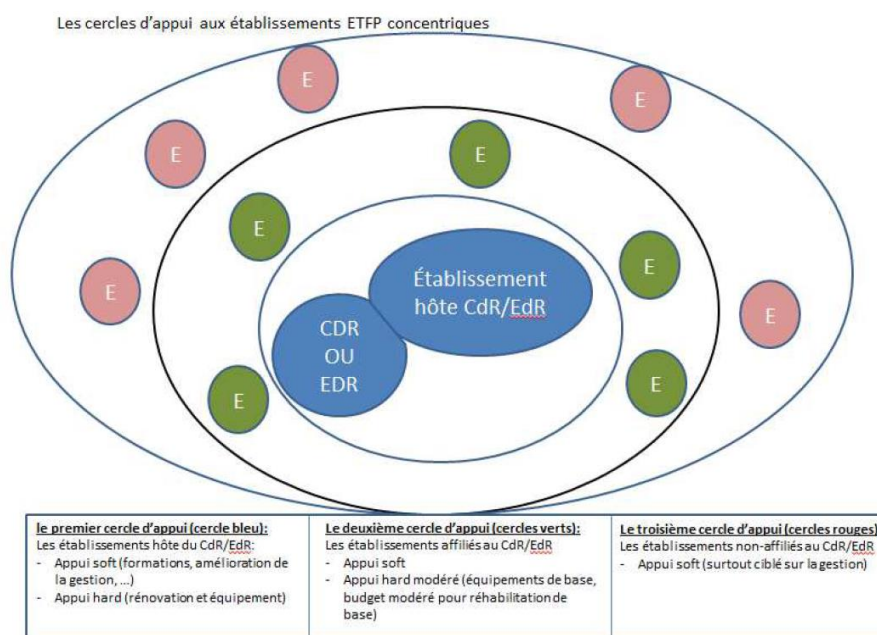
La qualité des formations additionnelles et les stages en entreprise (CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats	01/04/2014	DEV	Medium	High	High Risk	Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents	UCOP EDUKAT	fin 2016	Le besoin en compétence additionnelle (suite au stage professionnel à l'entreprise) pour les 48 lauréats est disponible. Une BDD des techniciens compétents est en train d'être référencée. 20 lauréats sont en train d'être placé en stage	En cours
Les équipements dans les Ecole Transformée et Affilié sont installé à la fin du projet	10/01/2017	OPS	High	Medium	High Risk	S'assurer que le lancement du DAO puisse être fait en Q2 2017	UCOP MP	fin 2017	FA en vue de réaliser les activités participatifs en vue de définir les spécificités technique des équipements (nécessaire à la formation en troisième et quatrième) avec les écoles ciblé en cours	Nouveau
Ce retrouver avec plusieurs MP en cours et n'avoir pas l'expertise technique CTB disponible sur place	10/01/2017	OPS	Medium	High	High Risk	S'assurer que la RR puisse décider si continuer les activités sur le Katanga aussi en 2018 (lancer les MP suite la décision).	RR	Q2 2017	Estimations des couts des RH disponible. SLA entre PRELUB/EDUKAT en cours. RR informé	Nouveau

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Le constat établi sur l'état détaillé des infrastructures des écoles visées pour être affiliées indique un niveau de délabrement avancé généralisé. Les coûts des travaux de réhabilitation dépassant le budget alloué, le risque de saupoudrage apparaît évident.

- Fort de ce qui précède, l'UCOP a proposé et obtenu de la SMCL, l'autorisation de se concentrer prioritairement sur un nombre limité des écoles (trois CdA du premier cercle et une école transformée du deuxième cercle) et de transférer les moyens financiers qui étaient prévus pour les appuis de base dans les écoles du deuxième cercle afin de compléter les travaux de réhabilitation et d'électrification des trois sites.



Le CdR est un dispositif nouveau qui doit s'insérer dans un paysage qui a ses propres repères et son équilibre même instable. Renforcer ses chances de durabilité et augmenter son impact potentiel appellent à interagir sur son environnement immédiat (principalement avec le secteur privé), dans la mesure des moyens du Projet et de manière constructive.

- Ainsi, il est envisagé d'améliorer les capacités de la Société civile sur les thématiques particulières telles que la protection de l'environnement, la responsabilité sociétale des entreprises, la prospective des filières techniques de développement, etc. Il s'agira d'encourager des plateformes de dialogue (type IDAK) afin de promouvoir un équilibre social basé sur le respect, la protection et la défense des droits humains.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
- Compléter les travaux des réhabilitations et d'électrification des trois sites.	PROJET/SMCL	Q3 2017
- Identifier les organisations de la Société civile impliquées dans le plaidoyer sur la responsabilité sociétaria des entreprises	PROJET/SMCL	Q2 2017
- Renforcer la collaboration avec le Chambre de Commerce Belgo/Luxembourg Congolaise afin de stimuler la collaboration des entreprises dans la future gestion du CdR	PROJET/SMCL	Q4 2017
- Identifier des institutions de formation intéressée à collaborer avec le CdR	PROJET/SMCL	Q4 2017

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La nécessité de bien planifier la mobilisation d'expertise pointue dans le cadre des Accords Public-Public avec des institutions belges ou autres afin d'avoir les outputs au bon moment.	UCOP/RR
Le dialogue politique dans le secteur de l'Education (coordination entre bailleurs provinciaux) reste un défi majeur dans la perspective de la mise en place d'une PAPE mise à jour et alignée à un Cadre de Moyenne Dépense réaliste.	Partenaire Provincial /Ambassade
La FEC Katanga est disponible à collaborer dans le cadre de la Convention PPP mais avec de marge de mise en œuvre limité (rôle de syndicat) d'où l'intérêt d'avoir une Comité de Pilotage CdR Haut Katanga qui fonctionne dans une manière régulière.	Partenaire
L'année 2016 a permis d'expérimenter le projet ISP développé par le CdR Haut Katanga. On peut constater que l'ensemble des 4 phases retenues représentent le « gap » pour une insertion durable que l'ensemble du système EFTP doit appliquer à partir d'une meilleure mise en œuvre de la Convention PPP (implication des Autorités afin de formaliser le stage professionnel dans le cadre de la responsabilité sociétaria).	Autorité Provinciale
Le rôle clé que les sous-divisions provinciales ont à jouer dans la Concertation Locale autour des bassins d'emploi. Une concertation locale régulière assure des outputs constants au Comité de Pilotage du CdR Haut Katanga.	Divisions Provinciales/Ministère Provincial

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
X	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
X B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
X A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				

X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision				Action			Suivi	
Décision	Periode d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
Les membres de la SMCL recommandent au Cabinet du Ministère d'assurer des rencontres périodiques avec les autres projets qui s'occupent de l'adéquation formation-emploi dès que le processus de concertation est lancé	mars-15	PV SMCL	CABINET	Organiser des rencontres de sensibilisation au profit des autres projets Paejk, Wallonie Bruxelles et d'autres acteurs concernés par l'adéquation Formation-emploi	CABINET	en continue	Autre acteurs invité au Comité de Pilotage CdR du mois de septembre	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED Haut Katanga de régler toutes les démarches administratives afin que la structure de formation CdR Haut Katanga puisse être agréée par le Ministère National ;	oct-15	PV SMCL	PROVED	Assurer l'accompagnement technique et financier auprès du PROVED	PROVED	Q1-2016	Mission de plaidoirie auprès du gouvernement central (nov 17) mais le dédoublement des institutions pose problèmes	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Président de la SMCL de faire remonter auprès du Comité de Pilotage du CdR Haut Katanga l'aspect de la gratuité de la formation (financement partagé entre public/privé);	oct-16	PV SMCL	Comité de Pilotage CdR Haut Katanga	Pladoyer a faire a niveau du Gouverneur de Province	Ministre Provincial de l'Education	En continue	Sensibilisation en continue	ONGOING
Que le Ministère Provincial de tutelle organise des sensibilisations au profit des différentes parties prenantes (écoles) et les bénéficiaires (élèves et lauréats) sur le bien-fondé des missions du CdR Haut Katanga;	oct-16	PV SMCL	Cabinet	Organiser des seances de travail portant sur la convention de partenariat public privé, la responsabilité societaire des entreprises la reforme ETFP en cours	PROVED	En continue	Trois réunions des Comites de Concertation Locale ont eu lieu en 2016	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent aux PROVED de veiller que les nombres des effectifs (accès) des deux Centres d'Application puissent respecter le ratio inscrit dans le PIE et PAPE;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Disposer des donnée statistique des CdA et le comparer avec celle du PIE. Instruire les directeurs d'écoles	#REF!	En continue	Données recueillies pendant les activites de Monitoring Disponibles au niveau du service statistique de la Division Provinciale	ONGOING

Les membres de la SMCL recommandent aux PROVED de veiller que l'Inspection Provinciale de l'EPSP puisse mettre à disposition un nombre suffisant d'inspecteurs dans l'accompagnement des cellules de base mises en place au sein des deux CdA;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Disposer du profils professionnel des inspecteurs (par type de filieres) chargée du suivi de la cellule et de la formation dans les deux CdA	IPP	Q1-2017	Informations en train d'etre repertoriée aus sein de l'inspection	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Gestionnaire du Centre de Ressources Haut Katanga de veiller à sa disponibilité et à son implication dans les réunions de la SMCL du Projet EDUKAT ;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Produire les documents de planification/suivi/evaluation des activites du CdR Haut Katanga.Participer au reunion de la SMCL	Gestionnaire CdR Haut Katanga	en continue	Evaluation des activites 2016 et planification des activites 2017 disponibles	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent qu'une réunion du Comité de Pilotage Centre de Ressource Haut Katanga puisse se faire avant la fin de l'année 2016 afin de présenter/valider la planification des activités planifiées en 2017 ;	oct-16	PV SMCL	Comité de Pilotage CdR Haut Katanga	Reunir le Comité de Pilotage CdR Haut Katanga	Ministre Provincial de l'Education	Q4-2016	Reunion reprogrammée en 2017 a cause de l'instabilité le mois de decembre 2016.La preparation de la reunion est en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP du Projet EDUKAT de poursuivre les efforts dans l'opérationnalisation de la filière agricole à Kasenga moyennant la collaboration avec l'ONG local (réf. Protocol d'accord signé en 2015) ;	oct-16	PV SMCL	UCOP	Appuyer la mise en œuvre des activites en mettant a disposition l'expertise et les equipements necessaires	UCOP	Q3-2018	Convention de Subside produit,consommables mise a disposition.	jean-luc m Donner la ra les conséqu
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED de suivre de près la démarche administrative pour la mécanisation des professeurs de la filière agricole de l'école du Cinquantenaire de Kasenga;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Introduire le commission d'affectation auprès du SECOPE	PROVED	Q2-2017	Dossier introduit a niveau du SECOPE	ONGOING
développer un projet d'établissement de l'institut KILIMA qui puisse tenir compte des orientations stratégiques de la réforme de la transformation;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Produire un plan d'action qui tienne compte de la vision/mission de l'école dans les années à venir. Identifier les actions prioritaires de finaliser le processus de transformation	#REF!	Q1-2017	Le diagnostic et les actions prioritaires ont été identifiés par l'ecole en collaboration avec le CdR Haut Katanga	ONGOING

Initier la procédure auprès de la SNEL afin que le frais du devis, d'abonnement et de la caution pour le raccordement du CdR Haut Katanga (au sein de l'Institut Kilima), de l'Institut ITIMA et de l'Ecole du Cinquantenaire de Kasenga puissent être pris en charge par les gouvernements provinciaux correspondants	oct-16	PV SMCL	DIVISION HAUT KATANGA et LUALABA	Initier la procedure au prêt de la SNEL et du Ministère Provincial de l'énergie via le Gouverneur de Province	PROVEDs	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat.En attente de reponse	attend un situation e l'indiquer ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique de Haut Katanga des coordonner les actions nécessaires à l'obtention des poteaux électriques à utiliser pour l'électrification l'école du Cinquantenaire à Kasenga ;	oct-16	PV SMCL	CABINET	Disposer de poteaus electriques pour l'électrification de l'école du Cinquantenaire de Kasenga	CABINET	Q1-2017	Le Ministre a introduit une demande au Gouvernorat.En attente de reponse	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP d'établir les spécificités techniques des matériels nécessaires aux différentes électrifications. A partir du moment où les autorisations de la SNEL seront disponibles, le marché pour l'achat des équipements pourra être lancé ;	oct-16	PV SMCL	UCOP	Avoir la listes et les specficites technique necessaires au lancement d'un marché public	UCOP	Q1-2017	Specificites technique disponibles pour l'ensemble des équipements et accessoires	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent à Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique de s'assurer que le budget voté à l'assemblée Provinciale en juin 2016 puisse contenir le frais de fonctionnement pour le CdR Haut Katanga et le cas échéant d'entamer la procédure pour approvisionner le compte opérationnel ouvert au nom du Centre de Ressources Education	oct-16	PV SMCL	CABINET	Inscrire le budget de fonctionnement du CdR Haut Katanga dans la chaine de la depense Provincial	#REF!	Q4-2016	Afin que le budget voté puissent etre transferé sur le compte operationnels il demande d'etre inscrit dans la chaine de la depense provincial.Pour le moment les activites sont planifiée mais pas encore	ONGOING
que le Fonds de Garantie puisse être transféré à la FEC, à l'ASBL GERME ou un autre partenaire à identifier, et que le Projet EDUKAT puisse s'occuper de sa supervision jusqu'à la fin de sa Convention de mise en œuvre (juin 2018) ;	oct-16	PV SMCL	UCOP	Definir les modalites de trasferer du Fond de Garantie	UCOP-RR	Q1-2017	Echanges en cours et en attente d'une decision definitif de la part de BIT	ONGOING

Les membres de la SMCL décident que les futures écoles affiliées du deuxième cercle puissent recevoir seulement des appuis en soft et en équipements ;	oct-16	PV SMCL	Comité de Pilotage CdR Haut Katanga	Determiner la listes des équipements et materiels didactiques	Gestionnaire CdR Haut Katanga	Q2-2018	en attente de l'accréditation des ecoles Centre affilié	ONGOING
Les membres de la SMCL recommandent au PROVED de faire le nécessaire afin de négocier avec la SONAS une assurance qui couvre aussi le risque d'accident dans les cas de stage professionnel;	oct-16	PV SMCL	PROVED	Negocier les tarifs a appliquer dans le cadre d'une assurance pendant une stage professionnel	PROVED	Q1-2017	Negociation en cours	ONGOING
Les membres de la SMCL valident la planification des activités 2017 du Projet EDUKAT ;	oct-16	PV SMCL	UCOP	Mettre en œuvre la planification	UCOP	Q4-2017	Activites en cours	ONGOING
s'assurer que dans les arbitrages budgétaire 2017 le budget pour le frais de fonctionnement du CdR Haut Katanga puissent être intégrés dans le budget à voter par l'Assemblée Provinciale ;	oct-16	PV SMCL	CABINET PROVINCIAL DIVISION	S'assurer que le budget de fonctionnement pour le CdR Haut Katanga puisse etre inscrite dans le budget voté par l'assemblé provincial	CABINET PROVINCIAL DIVISION	Q4-2016	Budget voté	CLOSED
Les membres de la SMCL recommandent à la FEC que les résultats de l'enquête statistique réalisée par la FEC puissent être disponibles à l'occasion de la prochaine réunion du Comité de Pilotage du Centre de Ressources Haut Katanga (avant la fin de l'année) ;	oct-16	PV SMCL	FEC	Le rapport d'activites menée dans le cadre de la CdS (besoins en formation des sociétés exprimée) puisse etre disponible	FEC	Q1-2017	Base de donnée dynamique en train d'etre finalisée	ONGOING
Les membres de la SMCL donnent leur accord de principe pour la signature d'une convention de Subside avec l'ASBL GERME (montant et contenu de la convention de Subside à proposer par l'UCOP) ;	oct-16	PV SMCL	UCOP	Soumettre GERME asbl à une analyse organisationnelle et produire une draft de CdS à soumettre au Comité de Validation à la Représentation	UCOP+RR	Q1-2017	TdR pour analyse organisationnel disponible et draft de convention de subside en cours	ONGOING
Accord pour la signature d'une CdS avec l'ONG HPP Congo afin d'accompagner la mise sur pied de la filière agricole dans l'école de Cinquantenaire de Kasenga	oct-16	PV SMCL	UCOP	Soumettre HPP à une analyse organisationnelle et produire une draft de CdS à soumettre au Comité de Validation à la Représentation	UCOP+RR	Q4-2016	Convention de subside signée	CLOSED

4.3 Cadre logique mis à jour

Pas de modifications apportées

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	A niveau de RR
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR fait en octobre 2016 enregistrement a niveau de RR
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	12/2018 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2015	Trois

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (2016) »

Financial Planning of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**
 Fin Plan Version: **2017Q1**
 Budget Version: **C05**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TtY-1	Balance	2017				Total	2018 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
				Q1	Q2	Q3	Q4					
A LES JEUNES APPRENANTS DES		5.395,20	1.709,34	3.685,86	657,96	262,40	360,90	428,90	1.730,16	1.859,10	96,60	98%
01 établir le centre de ressources à		1.952,60	743,52	1.209,08	88,26	66,30	143,80	214,30	512,66	510,70	185,72	90%
01 développement statut juridique	REGIE	10,00	11,60	-1,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,60	116%
02 analyse de l'implantation et des	REGIE	64,00	52,14	11,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,86	81%
03 construction des deux centres	REGIE	687,00	530,47	156,53	71,26	21,50	21,50	0,00	114,26	0,00	42,27	94%
04 équiper les deux centres de	REGIE	770,00	54,86	715,14	0,00	0,00	77,50	193,00	270,50	445,00	-0,36	100%
05 mise en place du personnel des	REGIE	289,60	60,49	229,11	10,00	17,80	17,80	17,80	63,40	35,70	130,01	55%
06 frais de fonctionnement des	REGIE	132,00	33,96	98,04	7,00	27,00	27,00	3,50	64,50	30,00	3,54	97%
02 établir les espaces de ressource		2.005,30	745,31	1.259,99	485,70	149,60	169,60	157,10	962,00	233,40	64,59	97%
01 analyse de l'implantation des	REGIE	5,00	7,53	-2,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2,53	151%
02 rehabilitation des espaces de	REGIE	1.320,00	676,57	643,43	450,60	93,50	93,50	0,00	637,60	0,00	5,83	100%
03 équiper les espaces de	REGIE	405,00	43,78	361,22	9,00	0,00	54,00	135,00	198,00	171,00	-7,78	102%
04 mise en place du personnel de	REGIE	100,90	6,39	94,51	1,10	1,10	1,10	1,10	4,40	20,40	69,71	31%
05 frais de fonctionnement de	REGIE	174,40	11,04	163,36	25,00	55,00	21,00	21,00	122,00	42,00	-0,64	100%
03 développer une stratégie d'appui		12,50	-2,32	14,82	0,00	2,50	2,50	0,00	5,00	0,00	9,82	21%
01 élaboration d'un manuel	REGIE	12,50	-2,32	14,82	0,00	2,50	2,50	0,00	5,00	0,00	9,82	21%
04 mettre à disposition des		428,80	14,44	414,36	4,00	6,50	2,50	0,00	13,00	390,00	11,36	97%
01 renforcer l'ETFP en matière	REGIE	28,80	13,00	15,80	0,00	2,50	2,50	0,00	5,00	0,00	10,80	63%
02 équipement et outillage de base	REGIE	400,00	1,44	398,56	4,00	4,00	0,00	0,00	8,00	390,00	0,56	100%
05 Organiser la formation pratique		455,00	111,52	343,48	16,50	41,50	16,50	41,50	116,00	210,00	17,48	96%
01 coûts de formation du centre de	REGIE	315,00	47,10	267,90	7,50	32,50	7,50	32,50	80,00	180,00	7,90	97%
02 coûts des formations espaces	REGIE	140,00	64,42	75,58	9,00	9,00	9,00	9,00	36,00	30,00	9,58	93%
	REGIE	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%
	COGEST											
	TOTAL	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%



Financial Planning of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**
 Fin Plan Version: **2017Q1**
 Budget Version: **C05**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2017				2018 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
						Q1	Q2	Q3	Q4				Total
06 organiser la formation technique			125,00	14,83	110,17	13,00	13,00	13,00	13,00	52,00	58,00	0,17	100%
01 formation des formateurs		REGIE	125,00	14,83	110,17	13,00	13,00	13,00	13,00	52,00	58,00	0,17	100%
07 réhabiliter les infrastructures			356,00	45,01	310,99	47,50	0,00	10,00	0,00	57,50	449,00	-195,51	155%
01 réhabiliter les infrastructures des		REGIE	356,00	45,01	310,99	47,50	0,00	10,00	0,00	57,50	449,00	-195,51	155%
08 PROMOUVOIR l'ETFP			60,00	37,03	22,97	3,00	3,00	3,00	3,00	12,00	8,00	2,97	95%
01 sensibilisation (filles et garçons)		REGIE	60,00	37,03	22,97	3,00	3,00	3,00	3,00	12,00	8,00	2,97	95%
B LE PILOTAGE ET LA GESTION AU			953,80	339,12	614,68	72,26	60,24	81,26	70,74	284,50	167,50	162,68	83%
01 Appuyer la coordination et la			113,00	12,52	100,48	13,00	1,00	8,50	5,50	28,00	39,00	33,48	70%
01 appuyer la concertation et la		REGIE	57,00	9,15	47,85	4,50	0,00	0,00	4,50	9,00	16,00	22,85	60%
02 appuyer la concertation et la		REGIE	46,00	1,42	44,58	7,50	0,00	7,50	0,00	15,00	19,00	10,58	77%
03 alimenter les stratégies et plans		REGIE	10,00	1,95	8,05	1,00	1,00	1,00	1,00	4,00	4,00	0,05	100%
02 Appuyer la mise en place d'une			45,00	23,13	21,87	2,00	2,00	4,00	2,00	10,00	11,00	0,87	98%
01 étude des besoins en		REGIE	25,00	22,21	2,79	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00	0,79	97%
02 Appui à la formulation Du plan		REGIE	20,00	0,92	19,08	2,00	2,00	2,00	2,00	8,00	11,00	0,08	100%
03 Appuyer l'articulation de l'offre			119,00	65,72	53,28	3,50	3,50	3,50	3,50	14,00	21,00	18,28	85%
01 appuyer les entreprises et les		REGIE	87,00	52,30	34,70	2,00	2,00	2,00	2,00	8,00	15,00	11,70	87%
02 appuyer les entreprises et les		REGIE	32,00	13,42	18,58	1,50	1,50	1,50	1,50	6,00	6,00	6,58	79%
04 Appuyer la bonne gestion des			326,30	95,14	231,16	16,50	16,50	28,00	22,50	83,50	70,50	77,16	76%
01 etude de besoins		REGIE	12,50	0,23	12,27	0,00	0,00	6,00	6,00	12,00	0,00	0,27	98%
02 renforcer les compétences des		REGIE	268,60	66,25	202,35	15,00	15,00	15,00	15,00	60,00	65,00	77,35	71%
03 renforcer les capacités		REGIE	45,20	28,66	16,54	1,50	1,50	7,00	1,50	11,50	5,50	-0,46	101%
05 Appuyer la mise en place d'un			350,50	142,61	207,89	37,26	37,24	37,26	37,24	149,00	26,00	32,89	91%
		REGIE	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%
		COGEST											
		TOTAL	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%



Financial Planning of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**
 Fin Plan Version: **2017Q1**
 Budget Version: **C05**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TtY-1	Balance	2017				2018 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.		
				Q1	Q2	Q3	Q4				Total	
01 baseline (étude des besoins en	REGIE	6,00	5,89	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,11	98%	
02 renforcer les compétences des	REGIE	193,50	104,04	89,46	18,63	18,62	18,63	18,62	74,50	13,00	1,96	99%
03 renforcer les compétences des	REGIE	151,00	41,57	109,43	18,63	18,62	18,63	18,62	74,50	13,00	21,93	85%
04 Antenne PRECOB + Localité	REGIE	0,00	-8,89	8,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,89	7%
C LES JEUNES APPRENANTS ET		897,00	141,31	755,69	91,00	91,00	107,50	86,00	375,50	250,75	129,44	86%
01 accompagner les établissements		294,00	36,71	257,29	32,25	16,25	31,25	21,25	101,00	62,25	94,04	68%
01 étude exploratoire sur les	REGIE	40,00	17,10	22,90	16,00	0,00	0,00	0,00	16,00	6,00	0,90	98%
02 appuyer les programmes de	REGIE	59,00	18,27	40,73	5,00	5,00	5,00	5,00	20,00	20,00	0,73	99%
03 appuyer les programmes de	REGIE	110,00	0,00	110,00	11,25	11,25	11,25	11,25	45,00	11,25	53,75	51%
04 renforcement des capacités des	REGIE	85,00	1,34	83,66	0,00	0,00	15,00	5,00	20,00	25,00	38,66	55%
02 accompagnement à la recherche		276,00	63,52	212,48	34,00	34,00	34,00	34,00	136,00	42,00	34,48	88%
01 mise en place des unités	REGIE	214,00	20,74	193,26	32,00	32,00	32,00	32,00	128,00	32,00	33,26	84%
02 accompagnement et suivi des	REGIE	62,00	42,78	19,22	2,00	2,00	2,00	2,00	8,00	10,00	1,22	98%
03 organisation de formations		82,00	3,80	78,20	10,00	16,00	16,00	16,00	58,00	90,00	-69,80	185%
01 Identification, définition et	REGIE	60,00	0,27	59,73	8,00	14,00	14,00	14,00	50,00	80,00	-70,27	217%
02 Certification des modules de	REGIE	22,00	3,53	18,47	2,00	2,00	2,00	2,00	8,00	10,00	0,47	98%
04 développer un programme		245,00	37,28	207,72	14,75	24,75	26,25	14,75	80,50	56,50	70,72	71%
01 développer un programme	REGIE	145,00	36,79	108,21	8,50	18,50	20,00	8,50	55,50	31,50	21,21	85%
02 développer un programme	REGIE	100,00	0,49	99,51	6,25	6,25	6,25	6,25	25,00	25,00	49,51	50%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% *		414,50	0,00	414,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,50	0%
01 Réserve budgétaire		414,50	0,00	414,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,50	0%
01 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	414,50	0,00	414,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,50	0%
	REGIE	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%
	COGEST											
	TOTAL	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%



Financial Planning of RDC1216911

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi Mutshatsha - Lubudi - Kolwezi - Likasi - Lubumbashi - Sakania (ProETFP-KATANGA)**
 Fin Plan Version: **2017Q1**
 Budget Version: **C05**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2017				Total	2018 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.	
					Q1	Q2	Q3	Q4					
Z MOYENS GÉNÉRAUX		2.339,50	1.787,48	552,02	116,90	77,25	96,45	186,20	476,80	0,00	75,23	97%	
01 Frais de personnel		1.659,50	1.352,30	307,20	70,40	66,70	71,00	175,75	383,85	0,00	-76,65	105%	
	01 Assistant technique	REGIE	1.170,00	928,61	241,39	37,50	37,50	37,50	138,45	250,95	0,00	-9,56	101%
	02 Staff national	REGIE	489,50	423,69	65,81	32,90	29,20	33,50	37,30	132,90	0,00	-67,09	114%
02 Investissements		201,00	179,12	21,88	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	0,00	19,88	90%	
	01 Véhicules	REGIE	103,00	98,82	4,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,18	96%	
	02 Fournitures et équipement	REGIE	79,00	55,48	23,52	0,50	0,50	0,50	0,50	2,00	0,00	21,52	73%
	03 Equipement IT	REGIE	19,00	24,82	-5,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5,82	131%
03 Frais de fonctionnement		241,00	195,45	45,55	7,00	7,05	6,95	6,95	27,95	0,00	17,61	93%	
	01 frais de bureau	REGIE	49,00	48,26	0,74	0,80	0,75	0,75	0,75	3,05	0,00	-2,31	105%
	02 Frais de fonctionnement des	REGIE	54,00	40,27	13,73	2,70	2,80	2,70	2,70	10,90	0,00	2,83	95%
	03 Communications	REGIE	81,00	54,50	26,50	2,50	2,50	2,50	2,50	10,00	0,00	16,50	80%
	04 Fournitures de bureau	REGIE	27,00	20,35	6,65	0,75	0,75	0,75	0,75	3,00	0,00	3,65	86%
	05 Autres frais de fonctionnement	REGIE	30,00	32,07	-2,07	0,25	0,25	0,25	0,25	1,00	0,00	-3,07	110%
04 Audit et Suivi et Evaluation		238,00	60,79	177,21	39,00	3,00	18,00	3,00	63,00	0,00	114,21	52%	
	01 Evaluation	REGIE	80,00	29,02	50,98	25,00	0,00	0,00	0,00	25,00	0,00	25,98	68%
	02 Suivi et backstopping	REGIE	128,00	30,18	97,82	14,00	3,00	0,00	3,00	20,00	0,00	77,82	39%
	03 Audit	REGIE	30,00	1,59	28,41	0,00	0,00	18,00	0,00	18,00	0,00	10,41	65%
99 Conversion rate adjustment		0,00	-0,18	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	7%	
	98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	-0,18	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	7%
	REGIE	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%	
	COGEST												
	TOTAL	10.000,00	3.977,25	6.022,75	938,12	510,89	646,11	771,84	2.866,96	2.277,35	878,45	91%	



4.6 Ressources en termes de communication

Le Projet a fait des services techniques son premier agent de communication. Ainsi, ils jouent un rôle moteur. Ils sont tenus informés au maximum et de manière continue de toutes les activités du Projet de manière à être à même de faire circuler toute information utile à n'importe quel partenaire potentiel, et plus spécifiquement aux divers acteurs impliqués dans la thématique de la réforme ETFP.

Ce dispositif de communication est effectif sur les 4 sites d'intervention (Lubumbashi-Likasi-Kolwezi et Kasenga), où toute action exécutée, initiée ou soutenue par le Projet est relayée par les services techniques auprès des entités cibles en vue d'asseoir une réelle promotion du Projet mais surtout de garantir la participation de tout acteur intéressé par les véritables opportunités qu'offre cette intervention.

De manière spécifique, le projet a eu à prendre part à l'organisation du DRC MINING WEEK 2016 au mois de juin 2016. A cette occasion, le Directeur Provincial de l'Education a eu à présenter, à l'intention des acteurs socio-économiques en province, l'opportunité d'une mise en œuvre de la réforme ETFP en vue de mieux répondre aux préoccupations des entreprises et de promouvoir l'emploi.

Le projet a développé son plan de communication et identifiée les stratégies à mettre en œuvre afin de viser les objectifs de C4D.

Sur l'appui de la cellule communication de la RR une série des vidéos thématiques sur la promotion du stage professionnel et genre ont été produites.